



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le
28 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DRAGAGE DU VAL DE LOIRE

Les Grands Prés
1120, route de Chazé-sur-Argos
49440 Loiré

Références : 2025-469_INSP_RAP_AS_SDVL Chazé
Code AIOT : 0006303211

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement DRAGAGE DU VAL DE LOIRE implanté Les Peltrais 49500 Chazé-sur-Argos. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DRAGAGE DU VAL DE LOIRE
- Les Peltrais 49500 Chazé-sur-Argos
- Code AIOT : 0006303211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sablière exploitée sous eau à la drague électrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 1.2.1, 1.4, 1.5.2, 1.5.4 et 1.6.1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Comptes-rendus d'activités	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 1.2.3.1, 2.2.2, 2.4.6 et 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Aménagement s et conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.1.5, 2.1.6, 2.3.1, 2.4.2.2, 2.4.3.2 et 2.4.5	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	du site			
5	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1.III, 2.II et 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Risques	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.3.3.2, 3.2.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Intégration paysagère et intérêts à protéger	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.1.8, 2.2.1, 2.2.2.	Sans objet
6	Eaux	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.2.3, 3.2.4, 3.2.6.2 à 4, 3.2.7	Sans objet
7	Poussières	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.3.2 et 3.3.3	Sans objet
8	Déchets	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.5.1, 3.4.1 et 3.4.4	Sans objet
9	Bruits	Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 3.5.1 et 3.5.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas révélé d'écart majeur, tout au plus quelques non-conformités mineures et observations

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21/08/2015, articles 1.2.1, 1.4, 1.5.2, 1.5.4 et 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescriptions contrôlées – [...] Points sur la situation administrative de la carrière [...]
Il s'agit d'une sablière exploitée depuis 2002, en eau, à la drague électrique, et autorisée en dernier lieu par un arrêté du 21/08/2015 (DIDD-2015 n° 339) à la suite d'une enquête publique. Ce dernier acte a été modifié par un arrêté du 02/06/2022 (DIDD-2022 n° 144) autorisant la production d'un substrat à base de terres végétales, de sables et de composts.
Retour sur la visite du 01/02/2018 (réponse du 23/04/2018) – Art. 1.6.1 – L'exploitant a porté à la connaissance du préfet son activité de mélange de terres végétales, de sables et de compost dite « Ecoliner » en 2018, régularisée par l'arrêté préfectoral du 02/06/2022 (DIDD-2022-n° 144) → Soldé
Constats – Art. 2 AP 2022 – <u>Classement ICPE</u> – 2510 (A) – 2515-1 (E) – 2517-1 (E) – 2170-2 (D) – 2171 (D) → Conforme

Classement IOTA – 2.1.5.0 (A-50 ha) – 3.1.2.0 (A-L > 100 m) – 3.2.3.0-1 (A-2 plans d'eau > 3 ha) – 1.1.1.0 (D-3 piézomètres) – ces 4 rubriques étaient recensées dans le DDAE 2014 (tome 1 page 20) → **Donner acte**, mise à jour de la situation administrative

Art. 1.4 – Durée de l'autorisation – L'autorisation se terminant dans 5 ans au 21/08/2030 (yc les 2 années de réaménagement) → **Conforme**, à date l'exploitant prévoit la cessation définitive des activités à cette date sans envisager d'extension

Art. 1.5.2 et 1.5.4 – Garanties financières – Phase 3 (2025-2030) – Acte de cautionnement (GUN) pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2025 pour un montant de 267 596 €TTC → **Non-Conforme** à l'art. 1.5.4 qui prévoit le renouvellement des garanties financières 3 mois avant l'expiration de l'acte de cautionnement (cautionnaire ALLIANZ), **l'exploitant a indiqué avoir engagé leur renouvellement et disposer de l'acte de cautionnement au cours des prochains jours.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre un acte de cautionnement des garanties financières à jour.

Type de suites proposées – Avec suites

Proposition de suites – Demande d'actions correctives

Proposition de délais – 1 mois

N° 2 : Comptes-rendus d'activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, articles 1.2.3.1, 2.2.2, 2.4.6 et 4.1

Thème(s) : Situation administrative, Comptes-rendus d'exploitation

Prescriptions contrôlées – [...] l'exploitant rend compte de l'activité de la carrière réaliser au cours de l'année précédente [...]

Constats – **Art. 2.4.6** – GEREP – La base est complétée périodiquement → **Conforme**

Art. 1.2.3.1 – Productions extraites de la base GEREP – 69,4 kt/2024 – 88,6 kt/2023 – 97,8 kt/2022 – 141,9 kt/2021 – 240 kt/2020 → **Conforme**

En complément de GEREP, l'exploitant transmet à l'inspection le bilan d'activité de l'année précédente qui rend notamment compte du suivi environnemental des incidences de la carrière, en particulier le suivi des eaux superficielles, des eaux souterraines et des retombées de poussières → **Conforme**

Ce bilan présente également le rapport de visite de l'Organisme Extérieur de Prévention (OEP), PREVENCEM, qui assure un suivi de l'établissement au titre des dispositions du Règlement Général des Industries Extractives (RGIE). L'inspection des installations classées n'assurant plus le suivi des carrières au titre des réglementations liées aux conditions de travail, l'exploitant n'a plus à rendre compte à l'inspection du respect des différents titres du RGIE dans son bilan annuel (Annexe 4 – Rapport visite OEP) → **Mettre à jour**

Art. 2.2.2 – Le rapport relatif au suivi écologique annuel du site établi par le CPIE a été remis en séance → **Conforme**

Art. 4.1 – Comité de suivi (Commission Local de Concertation et de Surveillance (CLCS)) – L'exploitant a remis en séance les comptes-rendus émergés des CLCS de 2024 et 2025 → **Tenir l'inspection informée**

Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- ne plus transmettre les rapports des contrôles réalisés au titre des réglementations relatives au travail ;

- informer l'inspection de la prochaine réunion de la CLCS et lui transmettre l'ordre du jour ainsi que la liste des invités à participer.

Type de suites proposées – Avec suites

Proposition de suites – Demande de justificatifs à l'exploitant

Proposition de délais – 1 mois

N° 3 : Aménagements et conditions d'exploitation du site

Référence réglementaire – Arrêté préfectoral du 21/08/2015, articles 2.1.5, 2.1.6, 2.3.1, 2.4.2.2, 2.4.3.2 et 2.4.5

Thème(s) – Risques chroniques, Aménagements et conditions d'exploitation

Prescriptions contrôlées – **Art. 2.1.5** – Clôture (une clôture est mise en place sur l'ensemble du périmètre des zones en exploitation [...]), les voies d'accès sont munies de barrières

Art. 2.1.6 – Accès et Aménagements

Art. 2.3.1 – Interdiction d'accès (§1) et Distances d'isolement (§2) – Clôture légère avec signalétique à 50 m de l'excavation et à 20 m des secteurs décapés

Art. 2.4.2.2 – Echelle métrique pour la connaissance en continu du niveau du plan d'eau (§3)

Art. 2.4.3.2 – Circulation des véhicules à l'intérieur du site

Art. 2.4.5 – Disponibilité d'un plan à jour

Retour sur la visite du 01/02/2018 (réponse du 23/04/2018) – **Art. 2.1.5** – L'exploitant indique avoir mis en place des clôtures autour de la partie en exploitation et des bacs à boues et projette de compléter la protection autour des installations (mai 2018). A cette occasion, il a transmis un plan des périmètres clôturés → **Soldé**, les bacs à boues et le point d'eau réservé aux interventions des pompiers sont clôturés (vu) et le plan est mis à jour

La signalisation des dangers et des moyens de protections sont disposés autour des points d'eau (bouées) → **Soldé**

Art. 2.1.6 – L'exploitant indique que le marquage au sol « Céder le passage » à la sortie de la RD 73, peu visible lors de la visite du 01/02/2018, serait refait en mai 2018 → **non soldé, le marquage au sol est partiellement effacé**

Art. 2.3.1 – Les distances d'isolement de 10 m sont respectées. Par contre, les distances de 20 et 50 m n'ont pas été vérifiées pendant l'inspection du 21/11/2025

Art. 2.4.2.2 – Une échelle a été disposée sur le bord du plan d'eau (niveau 0 à la cote + 39 m NGF) et une seconde sur l'élingue du bateau pour le contrôle de la cote du fond de fouille, limité à la cote + 32 m NGF (photos de réalisation transmises) → **Soldé**

Art. 2.4.3.2 – L'exploitant a déclaré que le plan de circulation de la carrière était en cours de réalisation → **Soldé**, le plan de circulation est affiché à l'entrée du site

Art. 2.4.5 – L'exploitant indique avoir fait intervenir le cabinet LIGEIS pour les relevés topographiques et bathymétriques. Le plan transmis avec le bilan d'activités de la sablière positionne les installations de traitements des matériaux → **Soldé**

Constats – Lors de la visite, les terrains étaient **propres et plutôt correctement ordonnancés**. Aucune activité n'y était exercée en dehors de quelques transferts internes de stocks.

Art. 2.1.6 – L'accès se fait par la RD 73. Les aires de stationnement et de manœuvre de la carrière sont suffisantes pour éviter des désordres sur les parties publiques. Le raccordement du site à la voie publique et les voies internes de circulation sont empierrés → **Conforme, par contre la signalétique au sol du raccordement de la desserte de la carrière à la voie publique doit être rénové**

Art. 2.4.5 – Le plan topographique d’exploitation est actuellement systématiquement joint au bilan annuel d’activités → Conforme (attention à la lisibilité notamment des courbes de niveaux)
Demands à formuler à l’exploitant à la suite du constat – L’inspection des installations classées demande à l’exploitant de rénover la signalétique de la desserte de la carrière.
Type de suites proposées – Avec suites
Proposition de suites – Demande d’action corrective
Proposition de délais – 1 mois

N° 4 : Intégration paysagère et intérêts à protéger

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, articles 2.1.8, 2.2.1, 2.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration paysagère et intérêts à protéger
Prescriptions contrôlées – Art. 2.1.8 – Aménagement du ruisseau Art. 2.2.1 – Intégration paysagère Art. 2.2.2 – biodiversité (faune et flore)
Retour sur la visite du 01/02/2018 (réponse du 23/04/2018) – Art. 2.1.8 – L’exploitant a transmis un rapport d’études du cabinet AQUASCOOP de novembre 2015 qui rend compte du suivi des travaux de dérivation d’un cours d’eau sur une longueur de 385 m, réalisés dans le cadre de l’extension de la carrière. Ce rapport conclut que l’ensemble des travaux d’aménagement du nouveau cours d’eau est conforme au cahier des charges de son acceptation pendant la procédure d’autorisation (rapport remis en séance). Lors de l’inspection de 2018, la reconquête des espaces remaniés par la végétation ne permettait plus de visualiser certains éléments de cette construction comme les empièvements en fond de lit → Soldé Art. 2.2.1 – L’exploitant a pris l’engagement (novembre 2018) de renforcer les haies du secteur Sud-Est de la zone d’extension, de créer des haies d’essences locales (mission Bocage) et d’entretenir les haies existantes → Soldé, le rapport biologique CPIE 2024 rend compte de l’exécution des actions de restauration des réseaux de haies prévues par l’arrêté Art. 2.2.2 – L’exploitant indique que le suivi annuel du site par un expert écologue a été mis en place avec le CPIE Loire et Mauges qui assure cette prestation au travers de 5 à 6 passages/an sur le site. L’exploitant indique que le rapport de « Suivi biologique » est rédigé annuellement par le CPIE (le rapport 2024, remis en séance pendant la visite 2025, portait sur la partie réhabilitée et l’extension de la carrière) → Conforme L’exploitant indique avoir respecté les prescriptions relatives aux périodes d’arrachage des haies (octobre-février) et avoir stocké des troncs abattus pour le développement des larves d’insectes saproxylophages → Travaux non vérifiés au cours de la visite 2025
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, articles 1.III, 2.II et 3
Thème(s) : Risques chroniques, Applicabilité de l’arrêté du 30/06/2023
Prescriptions contrôlées – Art. 1.III – <u>Applicabilité de l’AM du 30/06/2023</u> – Le présent arrêté s’applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d’orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l’eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l’environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l’eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des

articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 de ce même code.

Art. 2.II – Soumission aux restrictions de l'AM du 30/06/2023 – Le volume de référence, auquel les réductions peuvent s'appliquer, est le prélèvement d'eau moyen journalier correspondant à [...]

Pour son calcul, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie [...]

Art. 3 2°) – Activités exemptées de restrictions lors des épisodes de sécheresse

L'exploitant déclare ne pas fonctionner au mois d'août. Même s'il s'agit d'un des mois les plus propices à la survenance d'épisodes de sécheresse, ces derniers couvrent des périodes plus larges que le seul mois. En outre, le choix de cette trêve estivale peut être remis en cause par le fonctionnement de l'entreprise. **Par conséquent, le sujet « Sécheresse » ne peut pas être ignoré.**

Vu le questionnaire transmis intitulé « Démarches simplifiées » dans lequel l'exploitant déclare ne pas prélever plus de 10 000 m³/an, sans justifier cette assertion.

Art. 1.III – Aucune disposition particulière quant à des actions ou restrictions associées aux périodes de sécheresse n'est prescrite dans les arrêtés qui réglementent le site. Par contre, d'autres obligations susceptibles de peser sur le site pour tenir compte de particularités locales comme la présence d'un forage AEP, d'un milieu naturel spécifique... peuvent imposer des contraintes concomitantes à l'arrêtée sécheresse à la carrière → **Une veille réglementaire est à mettre en place**

Applicabilité de l'AM du 30/06/2023 – La carrière relève des dispositions de l'AM du 30/06/2023 si sa consommation est supérieure à 10 000 m³/an, par exemple en d'utilisation de la ressource, dont l'exhaure, pour les besoins industriels → **A justifier**

Art. 2.II – Soumission aux restrictions prévues par l'AM du 30/06/2023 en cas d'épisodes de sécheresse – En cas de dépassement du seuil cité, l'exploitant doit établir le « Volume de référence » auquel les restrictions d'usage de l'eau sont susceptibles de s'appliquer et, pour cela, connaître précisément les postes consommateurs → **A justifier**

Art. 3 2°) – Règles d'exemption des mesures de restriction – En outre, il convient que l'exploitant détaille et quantifie ses usages de l'eau afin de déterminer les consommations effectivement soumises aux mesures de restrictions sachant que plusieurs postes sont exonérés de restrictions dont la protection de l'environnement (rabattement des poussières), la sécurité (lutte contre un incendie, dont les essais de matériels) ainsi les établissements ayant réduit leurs prélèvements de plus d 20 % (une justification qui devrait être facile à établir avec le clarificateur) → **A justifier**

Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- assurer une veille réglementaire qui lui permette de connaître en permanence les mesures de restrictions susceptibles de s'appliquer à la carrière en raison des textes cités ou de sa situation particulière ;
- établir si la carrière relève de l'AM du 30/06/2023 en raison d'une consommation supérieure à 10 000 m³/an ;
- mettre en place des dispositifs précis de mesures des consommations de chaque poste utilisateur d'eau, rendre compte de leur installation effective ;
- définir son volume de référence en fonction des critères de l'AM du 30/06/2023 et établir les obligations de restrictions à respecter, notamment après avoir évalué le taux de réutilisation des eaux.

Type de suites proposées – Avec suites

Proposition de suites – Demande de justificatifs à l'exploitant

Proposition de délais – 1 mois

N° 6 : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, articles 3.2.3, 3.2.4, 3.2.6.2 à 4, 3.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux

Prescriptions contrôlées – Art. 3.2.3 §VII – Utilisation de flocculant

Art. 3.2.4 – Gestion des eaux utilisées

Art. 3.2.5 – Eaux souterraines

Art. 3.2.6.2 à 3.2.6.4 – Surveillance des eaux superficielles

Art. 3.2.7 – Plan

Points d'attention – Une directive européenne impose la publication des résultats de la surveillance des émissions industrielles à compter du 01/07/26. Les données renseignées dans l'application GIDAF seront publiées, pour tous les sites ICPE, via le site internet <https://www.georisques.gouv.fr/> → **Attention à la qualité et à l'exactitude des données d'autosurveillance saisies sur l'application GIDAF**

Eaux superficielles – Retour sur la visite du 01/02/2018 (réponse du 23/04/2018) – **Art. 3.2.3 §VII** – A la suite de cette visite, l'exploitant a transmis un courrier de la société SUEZ qui indique que la teneur résiduelle en acrylamide (CAS 79-06-1) est inférieure à 1 000 ppm dans l'Aqualead FL 2548 → **Conforme**

Constats – Art. 3.2.3 §VII – L'exploitant a récemment changé de flocculant pour adopter l'ISOFLOCC 7000 de CEMEX Admixtures GmbH qui présente l'avantage essentiel de permettre de réduire les doses injectées d'un facteur 4, ce qui ramène sa consommation à 6 kg/t d'eaux à traiter. En séance, l'exploitant a remis la fiche produit et la FDS qui ne laissent pas apparaître de risque particulier pour la santé ou l'environnement.

Art. 3.2.4 – En fonctionnement, la drague prélève la pulpe (environ 80 % d'eau pour faciliter la circulation des matières dans les réseaux). Les installations de traitements séparent les sables des graviers dans des cribles et les eaux et des argiles qui sont envoyées dans un clarificateur. Ce dernier sépare les eaux claires qui retournent dans le bassin et les argiles qui sont stockées dans les bacs à boues. Ainsi, le process industriel fonctionne intégralement en circuit fermé, l'eau est intégralement réutilisée et les pertes résultent uniquement des entraînements par les matériaux et de l'évaporation des plans d'eau. Aucun rejet n'a lieu vers le milieu naturel → **Conforme**

Art. 3.2.6.2 – Cours d'eau – Analyses annuelles des paramètres T°, pH, conductivité, HCT et DCO dans le ruisseau en son point de sortie du site (rapport de suivi 2024-S1 ECE) → **Conforme**

En complément des prescriptions faites, l'exploitant procède à la surveillance du plan d'eau de l'extension (fosse d'extraction) et du plan d'eau réaménagé selon les mêmes paramètres que ceux suivis dans le ruisseau (non exigée par l'arrêté, bonne pratique) → **Résultats satisfaisants**

Aucune valeur limite d'émission (VLE) n'est fixée par l'arrêté d'autorisation en l'absence de rejet dans le milieu mais les résultats d'analyses transmis n'appellent pas de commentaire → **Conformes**

Art. 3.2.6.3 – Débourbeur-déshuileur – Analyse annuelle HCT (< 5 mg/l) avant nettoyage. Le rapport de suivi 2024-S1 de ECE rend compte d'un indice hydrocarbures de < 0,5 mg/l → **Conforme**

Art. 3.2.7 – En séance, l'exploitant a produit un plan du circuit des eaux → **Conforme**

Eaux souterraines – Retour sur la visite du 01/02/2018 (réponse du 23/04/2018) – **Art. 3.2.5** – L'exploitant indique que les 3 piézomètres cassés ont été réparés par la société JBL Forages (photos transmises) → **Soldé**

Constats – Art. 3.2.5 – Les eaux souterraines sont surveillées au travers de 9 ouvrages → **Conforme**

Art. 3.2.6.1 – La surveillance des eaux souterraines porte sur l'exécution de :

- analyses semestrielles (hautes et basses eaux) des paramètres : T°, pH, conductivité, HCT,

DCO et MES → **Conforme**

- analyses triennales des paramètres Nitrates, Sulfates, Chlorures, Azote Kjeldahl et Phosphore total dans ces ouvrages + tous les plans d'eau
- mesures des niveaux piézométriques des ouvrages en NGF ne mettent pas en évidence de battement important et restent constants au fil des années depuis au moins 3 ans → **Conforme**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, articles 3.3.2 et 3.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières diffuses

Prescriptions contrôlées – Art. 3.3.2 – Limitations des émissions de poussières

Art. 3.3.3 – Surveillance des rejets atmosphériques – [...] Les stations de mesures des retombées de poussières diffuses sont positionnées au plus près des habitations les plus proches situées aux lieux-dits suivants : « La Landais » – « Les Peltraies » – « La Poitevinière » – « Les Chauffournais » – « Le Jalmain » – « La Rablais »

Retour sur la visite du 01/02/2018 (réponse du 23/04/2018) – **Art. 3.3.3** – La synthèse des résultats de la surveillance des retombées de poussières est produite tous les ans dans le bilan d'activités → **Conforme**

Constats – L'exploitant n'est pas concerné par des mesures de rejets canalisés en l'absence de type d'émissions → **L'article 3.3.1 de l'arrêté d'autorisation est sans objet**

Art. 3.3.2 – Arrosage des pistes → **Conforme**, vu les arroseurs par sondage. La limitation des hauteurs de déversement à 2 m n'a pas pu être vérifiée (installations à l'arrêt, périodes humides, hauteurs réglables)

Art. 3.3.3 – Les mesures de retombées de poussières sont réalisées tous les trimestres sur 6 stations positionnées dans les lieux-dits les plus proches de la carrière → **Conforme**

Les résultats d'analyse des 3 dernières années reportés dans GEREPE montrent le respect de la valeur de 500 mg/m²/jour de poussières en moyenne annuelle glissante pour les 6 stations surveillées → **Conforme**

2024 – max 367 mg/m²/j – 2023 – max 174 mg/m²/j – 2022 – max 310 mg/m²/j – 2021 – Pas de mesure réalisée → **Conforme**

A priori, passage en mesures semestrielles en 2025, la campagne de mesures des retombées de poussières réalisée par le bureau Etudes – Conseil – Environnement du 06/06/2025 au 08/07/2025 montre que :

- les 6 stations de mesures sont celles du plan de contrôles annexé à l'arrêté du 21/08/2015 → **Conforme**
- les niveaux d'émissions de poussières diffuses sont inférieurs à la valeur guide de 500 mg/m²/j en moyenne annuelle glissante prise comme objectif par l'arrêté ministériel du 22/09/1994 si l'on tient exclue la part des poussières organiques → **Conforme**
- les résultats 2025 sont en forte augmentation par rapport aux exercices précédents que l'exploitant attribue aux conditions météorologiques particulièrement sèches → **Au droit des mesures faites, l'inspection considère qu'il aurait été opportun de mettre en place l'arrosage préventif des stocks, des pistes et équipements de traitements.**

Les résultats des mesures de surveillance de l'environnement sont commentés, analysés et interprétés dans le bilan annuel, en particulier dans les rapports remis par le prestataire intervenant pour la société SDVL, le bureau Etudes – Conseil – Environnement → **Conforme**

Par contre, les données relatives au suivi des PMI 10, évoquées dans le rapport de PREVENCEM au titre de la prévention des risques au travail des salariés, peuvent être utilisées comme indicateurs de présence de ce type de polluant avec la prudence associée à la difficile transposition de l'exposition des travailleurs à celle des riverains.

Type de suites proposées – Sans suite

N° 8 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, article 2.5.1, 3.4.1 et 3.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Prescription contrôlée – **Art. 2.5.1** – Réaménagement de la carrière

Art. 3.4.1 – Gestion des déchets

Art. 3.4.4 – Plan de gestion des déchets

Retour sur la visite du 01/02/2018 (réponse du 23/04/2018) – **Art. 3.4.4** – L'exploitant indique avoir modifié son plan de gestion des déchets → **Soldé**, un plan de gestion des stériles pour la période 2021-2025 a été communiqué à l'inspection

Constats – **Art. 2.5.1** – L'exploitant déclare qu'aucun matériau extérieur n'est utilisé pour le remblaiement, que cette opération est exclusivement réalisée avec des matériaux issus du site → **Conforme**

Art. 3.4.1 – Les quantités de déchets en attente d'enlèvement sont très limitées, notamment les déchets dangereux produits par la maintenance → **Conforme**

Il n'a pas été constaté de stockage excessif de déchets non dangereux → **Conforme**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2015, articles 3.5.1 et 3.5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores

Prescriptions contrôlées – **Art.3.5.1** – Isolation des installations (cri de lynx, capitonnage de la zone du crible)

Art. 3.5.4 – Surveillance des niveaux sonores et des émergences. [...] Les émergences sont contrôlées au moins au niveau des habitations les plus proches situées aux lieux-dits suivants : « La Blotinières » – « Les Peltraies » – « La Poitevineière » – « Les Chauffournais » – « Le Jalmain » – « La Rablais »

Retour sur la visite du 01/02/2018 (réponse du 23/04/2018) – **Art. 3.5.4** – A la suite de la visite du 01/02/2018, l'exploitant a indiqué que la prochaine campagne de contrôles intégrerait la pompe relais de la drague en fonctionnement → **Soldé**

Constats – **Art. 3.5.1** – Cri de lynx, ce dispositif de recul a été entendu sur l'un des engins de la carrière → **Conforme**

Art. 3.5.4 – Les mesures de bruits sont réalisées tous les 3 ans sur 11 stations dont 6 lieux-dits des zones à émergences réglementées les plus proches → **Conforme**

La campagne de mesures des niveaux sonores réalisée par le bureau Etudes – Conseil – Environnement le 31/07/2025 montre que :

- les 11 stations de mesures sont celles du plan de contrôles annexé à l'arrêté du 21/08/2015 → **Conforme**

- les niveaux sonores mesurés sur les 5 stations situées en limites de propriété sont très inférieurs à 60 dB(A) → **Conforme**
- les émergences mesurées au niveau des 6 lieux-dits sont inférieures aux VLE avec une émergence maximale mesurée de 3 dB(A) pour 6 dB(A) admissibles → **Conforme**

L'exploitant a confirmé que les activités de la carrière sont exclusivement diurnes et hors dimanche et jours fériés → **Conforme**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral 21/08/2015, articles 2.3.3.2, 3.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescriptions contrôlées – Art. 3.2.3 – Prévention des pollutions accidentelles

Art. 2.3.3.2 – Moyens de lutte contre l'incendie

Retour sur la visite du 01/02/2018 (réponse du 23/04/2018) – **Art. 3.2.3** – L'exploitant a procédé au contrôle de sa cuve de GNR en s'assurant qu'elle est conçue en double enveloppe (notice descriptive transmise) et équipée d'un système de détection de fuite → **Soldé**

Constats – Art. 2.3.3.2 – Moyens de lutte contre l'incendie – Contrôle de la vérification périodique des extincteurs, par sondage → **Conforme**

Le positionnement de l'extincteur de défense du local transfo à l'intérieur du local rend ce moyen de défense inopérant en cas de sinistre → **Non-conforme, les moyens de défense doivent être positionnés en dehors des zones d'effets des installations qu'ils protègent**

Risque incendie milieu naturel – L'exploitant indique procéder à des opérations périodiques d'entretien des zones végétalisées en périphérie immédiate des installations (fauchage en avril et septembre) → **Conforme**

Art. 3.2.3 – Pollutions des eaux – Ravitaillement et entretien des engins sur une aire étanche équipée de caniveaux de récupération des écoulements et des égouttures → **Non conforme, l'aire de ravitaillement est endommagée (fissures, caniveaux cassés)**

Art. 3.2.3 §II – Un kit anti-pollution est à disposition dans la pelle du chantier (Vu) → **Conforme**

Art. 3.2.3 §IV – Limitation du stockage de carburant à 2,5 m³ → **Conforme**

Les matières dangereuses liquides sont entreposées dans des cuvettes de rétentions adaptées (Art. 3.2.3 §IV) → **Conforme**

Installations électriques – L'exploitant a transmis le rapport des contrôles des IE réalisés par l'APAVE le 29/07/2025. Ce rapport, qui relève 7 observations dont 3 récurrentes, est complété par un compte-rendu d'intervention du 01/09/2025 de l'électricien qui fait état de la correction de l'ensemble des observations faites par l'organisme de contrôles, à l'exception de celle qui concerne « Les coupures et essais des dispositifs différentiels basse tension non vérifiés à la demande de l'exploitant pour des raisons de sécurité, ce qui a eu pour effet de déclarer la vérification réglementaire non exhaustive » → **Conforme**

Les résultats des contrôles réalisés a conduit l'APAVE à délivrer le Q18 → **Conforme**

Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- procéder à la réparation de l'aire de ravitaillement en mettant en place un dispositif robuste qui permet de confiner les égouttures et les éventuelles fuites de liquides en les

envoyant vers le séparateur d'hydrocarbures ;

- positionner les moyens de défense à l'extérieur des zones d'effets des installations qu'ils protègent.

Type de suites proposées – Avec suites

Proposition de suites – Demande d'actions correctives

Proposition de délais – 1 mois